

N°1231

du 17
MAI 2019



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.6 Sur les principaux marchés de la capitale
Stabilité des prix en avril, équilibré notamment par Piment vert, Citrons et Appels internationaux

P.3 D'une récente note officielle de conjoncture élaborée par le Gabon
Le Togo identifié comme 4ème fournisseur en 2018

P.3 **Révision des listes électorales pour les élections locales**

Pas d'engouement au 1er jour d'enrôlement

P.4 Face à leur état actuel de précarité et aux divers risques sociaux
L'assurance maladie pour 100.000 artisans dans 3 ans

P.7 Première revue 2019 du portefeuille de la BAD au Togo
Mettre en lumière les forces et faiblesses des projets pour un nécessaire réajustement



Opération de recensement d'une électricienne dans un bureau de révision dans le Golfe ce jeudi

P.3 Premiers résultats du recensement général des entreprises en 2018
115.880 unités économiques dénombrées dont 85,5% dans l'informel

P.4 Réunion des 11 pays africains francophones, membres de l'OIAC, à Lomé
Promouvoir la consommation intérieure du café au bénéfice des producteurs

Rencontre littéraire / Institut Français

Le prix d'un enfant d'Elom Adoboé

Un conseil de famille fut convoqué et elle fut interrogée sur les différents contours de ce nouveau scénario. L'auteur n'était personne d'autre qu'un de ses cousins maternels. Après un conseil de sages, le comité décida de convoquer son mari auprès du grand chef et d'en finir avec leur relation qui devint une énigme non résolue... Mais tout le monde le savait. C'était d'ailleurs un principe, le jugement des dieux ne se discutait pas, il ne se négociait pas non plus.

Ce livre vient à point nommé

mettre en lumière certaines réalités affectant les jeunes femmes de différentes contrées africaines. Il permet de faire prendre conscience à la jeunesse et de lancer une réflexion sur la condition humaine en général.

Elom José Adoboé est écrivain, blogueur et éducateur. Il sera accompagné par Patricia Zonvide, Enseignante-chercheur au département de Lettres Modernes (FLLA/ UL) pour la modération.

Institut Français du Togo
18 MAI / 15H30 | ENTRÉE LIBRE & GRATUITE



Spectacle/Institut Français

Grand spectacle de la maternelle de l'école Charles de Gaulle cette après-midi

Les jeunes élèves du Lycée français préparent avec enthousiasme et ingéniosité un spectacle qu'ils vous présenteront le 17 mai, précédé d'une chorale sur le thème du textile, thème fédérateur de la Maternelle cette année.

Danses, scènes de théâtre et mimes s'enchaîneront pour vous offrir un spectacle rythmé ! Nous vous attendons nombreux pour encourager nos graines d'artistes.

Institut Français du Togo
17 MAI / 17H30 | ENTRÉE LIBRE & GRATUITE



Marché des arts

Un lapin de Jeff Koons vendu 91,1 millions de dollars

Une sculpture du plasticien américain Jeff Koons a été vendue mercredi 91,1 millions de dollars lors d'enchères organisées par la maison Christie's à New York, un record pour un artiste vivant. Le "Rabbit", qui représente un moulage en acier d'un lapin gonflable, a battu d'un souffle le tableau "Portrait of an Artist (Pool with Two Figures)" du peintre britannique David Hockney, qui avait atteint 90,3 millions de dollars mi-

novembre, déjà chez Christie's à New York.

Fait rare pour une oeuvre de ce prix, ce lapin, qui fait partie d'une série de trois effectuée par Jeff Koons en 1986, a été adjugé à une personne se trouvant dans la salle. Interrogé par l'AFP, Christie's n'a rien voulu dévoiler de l'identité de cet acheteur mystère, mais a indiqué que des collectionneurs du monde entier s'étaient positionnés sur l'oeuvre au cours de la vente.



Jeff Koons est né le 21 janvier 1955 à York (Pennsylvanie, États-Unis). Il est un plasticien américain, sculpteur de style kitsch néo-pop. Parmi ses oeuvres les plus célèbres figurent l'Inflatable Rabbit, les Balloon Dogs, les Tulips. En France, il organise Koons Versailles dans le Château et les Jardins de Versailles en 2008-2009 et sa Rétrospective au Centre Pompidou en 2014-2015.

Nécrologie

L'écrivain suédois Sven Lindqvist est mort

L'écrivain suédois Sven Lindqvist est mort, mardi 14 mai, à l'âge de 87 ans à Stockholm, a annoncé le quotidien suédois Dagens Nyheter. L'auteur souffrait depuis quinze ans de la maladie de Parkinson.

Auteur d'une oeuvre imposante et envoûtante par sa capacité à transcender les genres, Sven Lindqvist s'était forgé un style original, à situer quelque part entre le journalisme, l'histoire et la littérature pure, dans la tradition des grands voyageurs.

Seulement quelques-uns de

ses nombreux livres ont été traduits en français, dont Exterminez toutes ces brutes ! (1999), une histoire de ces penseurs du colonialisme qui envisageaient, au nom d'un pseudo-darwinisme et d'une supériorité civilisationnelle, l'élimination pure et simple des "sauvages" et autres "barbares". Dans Maintenant tu es mort. Le siècle des bombes (2002), il envisage l'histoire de la mort venue des bombes lancées depuis le ciel.

Il a publié aussi, entre autres, Jord och makt i Sydamerika ("Terre et pouvoir en Amérique du

Sud"), paru en suédois 1973, et Jordens gryning ("L'aube de la Terre"), publié en 1974 à la suite de voyages en Amérique du Sud et en Asie.

Très productif, il a publié une quarantaine de titres au cours de sa vie. Journaliste, il travailla, à partir de 1952, pour le quotidien de Stockholm Dagens Nyheter. Il s'y est fait connaître surtout pour des reportages consacrés à l'Afrique, à la Chine et à l'Amérique latine. Son oeuvre a été couronnée de plusieurs prix importants en Suède.



AZIMUTS INFOS

Une nouvelle superterre découverte à seulement 8 années-lumière

Une nouvelle superterre est tombée dans les filets de chasse des exoplanètes. Gliese 411b n'est qu'à seulement 8 années-lumière du Soleil, ce qui est de bon augure pour l'analyse de l'atmosphère qu'elle possède peut-être.

L'observatoire de Haute-Provence (OHP) qui, comme son nom le laisse deviner est situé dans les Alpes-de-Haute-Provence, a été pendant plusieurs décennies le plus important observatoire en Europe avant que l'ESO ne dispose finalement de ses désormais célèbres télescopes au Chili. Situé à Saint-Michel-l'Observatoire, près de Forcalquier et Manosque, sa prééminence était en grande partie due au télescope de 1,93 m de diamètre qui y a vu sa première lumière en 1958, mais aussi du fait que les observations y sont possibles pendant un très grand nombre de nuits tout au long de l'année, le mistral nettoyant le ciel nocturne très rapidement.

Le télescope de 1,93 m est toujours là. Il est devenu particulièrement célèbre, en 1995, lorsque Michel Mayor et Didier Queloz ont fait avec lui, et grâce au spectrographe Élodie, la découverte de la première exoplanète en orbite autour d'une étoile sur la fameuse séquence principale : 51 Pegasi b (on connaissait déjà une exoplanète en orbite autour du pulsar PSR B1257+12). C'est l'utilisation de la méthode des vitesses radiales qui a permis ce succès qui, sans nul doute, a fait entrer l'OHP dans l'histoire de l'Humanité.

Aujourd'hui, le grand télescope de 1,93 m apporte toujours ses contributions à la chasse aux exoplanètes et ce d'autant plus qu'il a été doté d'un spectrographe encore plus puissant en 2006 : Sophie. Nous en avons une nouvelle preuve avec l'annonce de la découverte par une équipe internationale d'astronomes de la troisième exoplanète la plus proche de notre Système solaire. C'est une superterre située à environ 8 années-lumière du Système solaire et elle est en orbite autour d'une naine rouge dans la constellation de la Grande Ourse, portant le numéro 411 dans le fameux catalogue Gliese-Jahreiss. Ce catalogue, du nom des astronomes Wilhelm Gliese et Hartmut Jahreiss, tente de lister toutes les étoiles situées à moins de 25 parsecs du Soleil, c'est-à-dire à moins de 80 années-lumière environ.

Gl 411b : une cible pour la prochaine génération de télescopes

Parmi les astronomes responsables de la découverte de l'exoplanète Gl 411b se trouve Xavier Delfosse, chercheur à l'Institut de planétologie et d'astrophysique de Grenoble (Ipag, Université Grenoble-Alpes/CNRS), qui avait accordé une interview à Futura au sujet des découvertes de superterre dans la Voie lactée. Il rappelle dans le communiqué du CNRS, accompagnant la publication d'un article dans Astronomy & Astrophysics disponible en accès libre sur arXiv, au sujet de Gl 411b que : " Des observations directes permettant de caractériser les planètes extraterrestres de type terrestre ne seront possibles dans les années à venir que si la cible est une des exoplanètes les plus proches de nous. Il est donc crucial aujourd'hui de découvrir nos plus proches voisins. " C'est d'autant plus nécessaire si l'on veut pouvoir faire l'analyse relativement poussée de la composition de l'atmosphère d'exoplanètes potentiellement habitables à la recherche de biosignatures. La tâche n'est en rien évidente comme l'avait expliqué, à Futura, l'astronome Franck Selsis au moment de la découverte des exoplanètes autour de Trappist-1.

Mais faisons un peu plus connaissance avec Gl 411b. Sa masse est estimée à environ trois fois celle de la Terre et elle boucle son orbite en environ 13 jours à seulement 0,08 UA, ce qui dans le Système solaire la placerait à une distance cinq fois plus proche de son étoile que Mercure ne l'est de notre Soleil. Mais comme Gl 411 est une naine rouge dont la température de surface est plus froide (3.300 °C, contre 5.500 °C pour le Soleil), Gl 411b ne reçoit que 3,5 fois plus d'énergie que la Terre n'en reçoit du Soleil. Cela reste considérable de sorte qu'elle n'est pas dans la zone d'habitabilité et si elle possède une atmosphère, ce qui reste à démontrer, Gl 411b doit plutôt ressembler au monde infernal qu'est Vénus.



Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Bi-hebdomadaire togolais
d'informations et d'analyses

Récupéré N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wulti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Révision des listes électorales pour les élections locales

Pas d'engouement au 1er jour d'enrôlement

Conformément au décret pris en conseil des ministres le 8 Mai dernier convoquant le corps électoral pour le 30 Juin 2019 dans le cadre des élections des conseillers municipaux, la révision des listes électorales débutées hier se poursuivent ce vendredi et s'achèveront samedi. Cette révision est consécutive au recensement effectué pour l'élection législative du 20 Décembre 2018 (Du 1^{er} au 8 Octobre 2018 pour la zone 1, du 17 au 24 octobre 2018 pour la zone 2).

Erci J.

Ainsi donc, au premier jour, dans les bureaux de recensement requis pour cette occasion, ceux qui n'avaient pas pu se faire recenser ou ceux qui ont atteint l'âge de 18 ans se prêtent à l'opération. Si quelques imperfections, notamment la réinitialisation des kits d'enrôlement et de délivrance de la carte, ont été constatées au début de l'opération dans certains centres, tout s'est amélioré au fil des heures. Pourtant, dans un communiqué du Président de la CENI daté du 13 mai, les kits devraient être apprêtés deux jours avant le début de l'opération. «Le président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) porte à la connaissance de la dernière vague des opérateurs de saisie (OPS) qui n'ont pas encore été déployés qu'ils peuvent consulter les deuxièmes listes sur le site internet de la CENI, à Togo 2000 et dans les sièges des CELI. Les intéressés sont priés de se présenter impérativement dans leur CELI d'affectation au plus tard le mardi 14 mai 2019 à 14 heures pour l'initialisation des kits en vue de leur déploiement dans les différents centres de révision et de vote (CRV).», peut-on lire dans le communiqué.

«A notre niveau, nous n'avons pas connu de difficultés majeures mais il n'y a pas eu beaucoup d'affluence», affirme un président de bureau de révision au Lycée de Klikamé à Lomé. Il a tout même pu enrôler une vingtaine de personnes pour cette première journée, gardant espoir de faire mieux aujourd'hui et demain. La situation n'est pas singulière à ce bureau. Un tour dans plusieurs centres dans les préfecture du Golfe et d'Agoè-nyivé révèle cet état de choses dont la portée est très accentuée d'un bureau à l'autre.

Ailleurs, la faible mobilisation est expliquée par le grand nombre de Togolais qui se sont faits enrôler lors du dernier recensement pour l'élection législative de Décembre 2018. «Dans ce centre, il y avait eu beaucoup de personnes qui ont été enregistrées lors de la dernière séance. C'est ce qui explique que les gens viennent à compte goutte cette fois-ci», indique un agent recenseur au centre de vote de l'école primaire d'Agbalépédogan qui n'est pas surpris de cette faible affluence. Il n'a peut-être pas tort, d'autant que



Une opération de recensement d'une électricienne à Lomé

lors du dernier recensement, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a dû jouer les prolongations dans les deux zones pour satisfaire les Togolais qui désiraient avoir leur carte d'électeur à ce moment-là (du 16 au 18 Novembre 2018).

Toutefois, le président de la CENI, Tchambakou Ayassor, dans un message, a invité les Togolais à se rapprocher chacun de son centre de recensement et de vote pour s'assurer de sa présence sur les listes électorales qui serviront aux prochaines élections des conseillers.

Cette élection communale est un des engagements pris par le gouvernement vis-à-vis de la CEDEAO dans sa feuille de route pour une sortie de crise au Togo. Contrairement à l'élection législative,

elle suscite beaucoup d'engouement au sein de la classe politique de l'opposition. La majorité des partis de l'opposition extra parlementaire, qu'il s'agisse des partis de la C14 (le reliquat de 7 partis politiques), de l'ANC ou du CAR, a exprimé son accord pour y participer. Ces formations politiques ont d'ailleurs appelé leurs militants à qui ils avaient intimé l'ordre de boycotter les opérations de recensement pour les législatives, d'aller s'inscrire pour cette révision des listes électorales.

Ces élections municipales sont les premières dans le pays depuis 1987. 1527 conseillers municipaux seront élus dans les 116 communes. Ils remplaceront les délégations spéciales qui gèrent les municipalités depuis lors.

D'une récente note officielle de conjoncture élaborée par le Gabon

Le Togo identifié comme 4ème fournisseur en 2018

Alors que le Gabon a importé fin décembre 2018 plus de 839,2 milliards de francs Cfa de produits comme indiqué dans la dernière note de conjoncture, la liste de ses fournisseurs s'est quelque peu modifiée. Si les fournisseurs traditionnels demeurent inchangés à l'instar de la France, de la Belgique et de la Chine, le Togo apparaît comme le nouveau partenaire à l'import sur lequel il faudra compter puisque les importations en provenance de ce pays ont bondi de plus de 192%, estime la presse locale. C'est ce qui ressort de la dernière note de conjoncture élaborée par la Direction générale de l'Economie et de la Politique fiscale (DGEFP) du Ga-

bon. Alors que les achats du pays en provenance de ses principaux fournisseurs ont connu une baisse de 19,2% en un an pour s'établir à 839,2 milliards, certains de ces fournisseurs ont vu leurs exportations vers le Gabon prendre un nouvel élan. Sixième fournisseur du Gabon en 2017 avec à peine 30 milliards, le Togo a gagné deux places en glissement annuel, pour se retrouver au quatrième rang avec un volume de transactions représentant 87,7 milliards, soit 7,1% du poids des importations, pour une hausse de 192,3%.

Si les produits importés de France sont essentiellement des

Premiers résultats du recensement général des entreprises en 2018

115.880 unités économiques dénombrées dont 85,5% dans l'informel

Late Pater

Il est programmé pour mieux apprécier la situation réelle des entreprises formelles et informelles au Togo. Et entre janvier 2018 et mars 2018, le dénombrement des entreprises, sociétés ou établissements a été effectivement réalisé sur toute l'étendue du territoire national par des agents recenseurs (dont environ 400 déployés à Lomé) qui sont passés de porte en porte pour collecter les données principales. L'opération a ciblé tous les établissements de production de biens et de services marchands relevant du secteur privé et/ou public. Avec un questionnaire spécifique, elle devrait aussi prendre en compte les institutions sans but lucratif (ONG, associations professionnelles et syndicales) pour les besoins précis des travaux de la comptabilité nationale. L'unité d'observation est l'établissement qui est défini comme étant une unité sise en un lieu géographiquement bien distinct dans lequel ou à partir duquel sont exercées des activités de production, de vente ou de services.

Depuis le 9 mai 2019, lors d'une réunion de partage entre l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), les partenaires techniques et financiers, les cadres des différents ministères et les responsables des unités économiques, les premiers résultats du recensement général des entreprises (RGE) sont dévoilés. Selon le Directeur technique du RGE, M. Tchiou Animaou, le RGE a permis de dénombrer **115.880 unités économiques**, réparties comme suit : Grand Lomé 63,4% ; Maritime 8,3% ; Plateaux 10,1% ; Centrale 6,0% ; Savanes 5,4%. Sur ces 115.880 unités éco-

nomiques, 14,5% sont du secteur formel contre 85,5% informel. Les femmes responsables d'entreprises occupent 41,1% de l'effectif des entreprises recensées contre 58,6% d'hommes. En 2018, les unités économiques ont créé **323.866 emplois**, à raison de 187.844 emplois (58,0%) dans l'informel et 136.022 emplois (42,0%) dans le formel. Les détails des résultats seront connus au cours des ateliers de partage qui vont être organisés.

En présence du Directeur de

viens ainsi qu'au secteur formel à cause des contraintes budgétaires qui n'avaient pas permis de réaliser la collecte des données sur l'ensemble du territoire et auprès de toutes les catégories d'entreprises. D'où l'opération du recensement général des entreprises au Togo qui a été officiellement lancée le 29 avril 2017 à Lomé. Les principales activités du RGE sont réalisées par l'INSEED en quatre phases : les travaux préliminaires (sensibilisation, finalisation de la méthodologie de collecte, travaux cartographi-



Le directeur technique du RGE présentant...

cabinet du ministère de la Planification du développement et de la coopération, M. Essohanam Edjéou, et du Directeur général de l'INSEED, M. Koame Kouassi, le Directeur technique du RGE a bien rappelé que l'opération de dénombrement a ciblé les entreprises économiques des secteurs formel et informel ayant un local fixe et géo-

graphiquement localisées sur tout le territoire national. Et d'ajouter que les résultats vont contribuer à élaborer des comptes nationaux d'une nouvelle année de base, sous le nouveau système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008), comme le recommandent les organisations régionales et internationales, à actualiser le répertoire des entreprises à des fins statistiques, à fournir des statistiques sur l'appréciation du climat des affaires, ainsi que sur la répartition spatiale des unités économiques, à produire des cartes thématiques sur les unités économiques et à fournir une base de données pour le suivi de la démographie des entreprises au Togo.



...les résultats à l'assistance dont MM. Essohanam Edjéou et Koame Kouassi (au fond)

graphiquement localisées sur tout le territoire national. Et d'ajouter que les résultats vont contribuer à élaborer des comptes nationaux d'une nouvelle année de base, sous le nouveau système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008), comme le recommandent les organisations régionales et internationales, à actualiser le répertoire des entreprises à des fins statistiques, à fournir des statistiques sur l'appréciation du climat des affaires, ainsi que sur la répartition spatiale des unités économiques, à produire des cartes thématiques sur les unités économiques et à fournir une base de données pour le suivi de la démographie des entreprises au Togo.

Jusqu'ici, le système d'informations statistiques sur les entreprises résidentes au Togo ne répond plus aux besoins des utilisateurs : informations statistiques devenues désuètes, très anciennes et non adaptables à la politique économique et de développement du pays. Le dernier recensement des entreprises modernes, réalisé au Togo, remonte à 2003 et s'est seulement limité au niveau de Lomé et ses en-

treprises, l'INSEED rassure : «les informations fournies sont traitées dans l'anonymat et la confidentialité», en application de la loi statistique nationale.

Au finish, les résultats du RGE permettront de projeter une photographie détaillée des activités économiques menées dans le pays et de déterminer le poids réel des entreprises dans le tissu économique national, suivant le secteur. «Ce qui permettra à la fin du processus, et c'est notre souhait, de revoir le calcul du produit intérieur brut (PIB) de notre pays et sa revalorisation. L'opération n'a aucun objectif fiscal», avait indiqué M. Kouassi, en 2017.

A rappeler que le processus de réalisation du RGE a bénéficié de l'appui financier de l'Etat togolais, de l'Union européenne et de la Banque mondiale. En dehors des soutiens financiers, le recensement général des entreprises a reçu l'appui technique de l'Observatoire statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) qui a mis à la disposition de l'INSEED deux experts internationaux en statistiques d'entreprises. Le coût total est estimé à environ un milliard de francs Cfa.

Face à leur état actuel de précarité et aux divers risques sociaux

L'assurance maladie pour 100.000 artisans dans 3 ans

Late Pater

Il est unanimement constaté que les artisans évoluent dans un état de précarité face aux divers risques sociaux comme la maladie, les accidents, l'infirmité, le décès, la vieillesse, etc. Ce qui justifie le dispositif de l'assurance maladie pour les artisans togolais, initié et lancé ce 14 mai 2019 à Lomé par Victoire Tomegah-Dogbé, ministre du Développement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse. En présence d'environ 3000 artisans. La cérémonie a été concrétisée par la signature d'une convention entre la directrice générale de l'Institut national d'assurance maladie (INAM), Myriam Dossou, et le président de l'Union des chambres régionales des métiers (UCRM), Kodjo Eklou. Des kits d'assurés ont été symboliquement remis à quelques artisans. Au ministère, on parle d'une «nouvelle étape franchie dans la couverture universelle pour tous».

Mis en place par l'INAM, ce dispositif de protection sociale – adapté à leurs besoins et attentes – va donc permettre aux artisans togolais de bénéficier de la prise en charge des risques liés aux maladies non-professionnelles. Les adhérents peuvent bénéficier des soins dans des structures sanitaires spécifiques pour une contribution financière adaptée à leur capacité. «Le mécanisme va progressivement permettre de couvrir au minimum cent mille (100.000) artisans togolais d'ici trois ans», a indiqué Mme Victoire Tomegah-Dogbé. «Chers artisans, vous

signaler les éventuelles failles que vous aurez détectées, exprimer vos préoccupations inhérentes à son utilisation et soumettre vos recommandations. Vos observations et autres critiques constructives permettront d'identifier des mesures correctrices pour obtenir, à terme, un mécanisme de protection pérenne, inclusif et conforme à vos attentes. Je voudrais compter sur chacun de vous, pour mobiliser, conscientiser et continuer à sensibiliser vos pairs artisans. Ce mécanisme ne saurait prospérer si vos cotisations ne sont pas jour. C'est pourquoi, je vous exhorte aussi à respecter cet engagement pour le bien de tous».

Au même moment, la directrice générale de l'INAM exhorte les artisans à faire un bon usage et à éradiquer toute forme frauduleuse pour la pérennisation de ce dispositif d'assurance maladie. «Au nom de tous les artisans, je tiens à dire un sincère merci au gouvernement, spécialement à notre ministère de tutelle qui a œuvré d'arrache-pied pour que les artisans bénéficient eux aussi de l'assurance maladie et nous promettons, à notre tour, d'œuvrer pour la pérennisation de ce dispositif», s'est engagé, en réponse, le président de l'UCRM.

Selon un récent document officiel, l'artisanat togolais contribue à hauteur de 18% au PIB, participe à la réduction du déficit de la balance commerciale à hauteur de 20%, pour une estimation de près d'un million d'artisans et, en moyenne, 20.000 nouveaux diplômés issus de l'apprentissage cha-

table et assurer la promotion soutenue du secteur. Ce sont principalement la politique nationale de développement de l'artisanat, élaborée et approuvée par le gouvernement le 25 mai 2011, et le code de l'artisanat, adopté en 2012. La finalité est de faire de l'entreprise artisanale une vraie unité pourvoyeuse d'emplois et créatrice de richesses ; doter l'artisan togolais des capacités techniques, matérielles et financières suffisantes pour son travail ; et créer un cadre juridique définissant sans ambiguïté les concepts de base de l'artisanat et les implications inhérentes à ces concepts, organisant l'apprentissage et les qualifications professionnelles dans le secteur, prônant l'assurance maladie et la protection sociale des artisans, traçant des voies d'accès favorables aux marchés publics pour les artisans, et proposant des structures professionnelles d'artisans qui tiennent compte de l'intégration sous régionale.

L'artisanat se subdivise en trois sections : artisanat de production de biens ou artisanat utilitaire, défini comme l'ensemble des activités de fabrication de biens de consommation courante destinés aux ménages, à l'industrie et à l'agriculture ; artisanat de service, identifié à l'ensemble des activités d'installation, de réparation, de restauration artistique, d'entretien ou de maintenance ; et artisanat d'art, caractérisé par l'ingéniosité, la créativité et le savoir-faire atypique de l'artisan et qui, généralement, conserve et promeut le patrimoine culturel du terroir. Au Togo, toutes



Les officiels et quelques artisans, kits d'assurés en main

constituez l'un des premiers groupes jalons de cette initiative d'accès à la couverture universelle et nous espérons que vous servirez d'exemple et de référence pour les autres catégories socioprofessionnelles», a ajouté la ministre à l'endroit des heureux bénéficiaires. D'ores et déjà, elle se réjouit de ce que «le nombre d'inscriptions enregistrées est très révélateur». Tout en n'écartant pas des difficultés à venir, en s'adressant aux artisans : «Vous aurez l'opportunité d'apprécier l'efficacité de cette couverture, sur toutes ses facettes, de sorte à

que année. Comme résultats clés en 2011-2017, 8.706.265.000 francs Cfa investis par le gouvernement dont 3.841.220.285 francs Cfa de crédits octroyés, 965.000.000 francs Cfa investis dans la réalisation de 11.252 projets d'artisans et 3.900.000.000 francs Cfa de kits d'outillage offerts aux jeunes artisans ; 20.897 artisans formés en techniques de création/gestion des PME et perfectionnement professionnel.

Le secteur de l'artisanat est doté d'outils de pilotage élaborés en vue d'asseoir un développement du-

les activités artisanales sont classées en huit branches professionnelles : agroalimentaire, alimentation, petite restauration ; mines et carrières, construction et bâtiment ; fabrication métallique, mécanique, électromécanique ; bois et assimilés, mobilier et ameublement ; textile, habillement, cuirs et peaux ; audiovisuel et communication ; hygiène et soins corporels ; artisanat d'art.

Le gouvernement togolais envisage d'appuyer la création de 4.200 entreprises artisanales à l'horizon 2022.

Réunion des 11 pays africains francophones, membres de l'OIAC, à Lomé

Promouvoir la consommation intérieure du café au bénéfice des producteurs

L'histoire caféière se réécrit dix-huit ans après, presque de la même façon. «C'était le Togo qui avait porté la voix des pays producteurs africains au cours de la première conférence mondiale du café, tenue en mai 2001, au moment où la crise des bas niveaux de prix du café causait des dommages dans les pays producteurs. Aujourd'hui, pendant que le secteur est de nouveau en crise dans les pays producteurs, menaçant la durabilité du secteur, c'est encore le Togo qui abrite le lancement d'un projet de promotion de la consommation intérieure en Afrique afin de déclencher une véritable dynamisation de l'industrie caféière», a souligné, ce 16 mai 2019 à Lomé, au nom du directeur exécutif de l'Organisation internationale du café (OIC), Dr Denis Seudieu, Economiste en chef. La capitale togolaise accueillant l'atelier de lancement officiel du projet «Promotion de la consommation intérieure du café en Afrique», les 16 et 17 mai.

A la base du projet, un constat irrefutable est fait : alors que la consommation intérieure du café doit augmenter les richesses occasionnées par les activités de la chaîne de valeurs du café, notamment de la production jusqu'à l'utilisation finale, les pays producteurs exportent généralement les cafés verts soumis à la volatilité des prix sur les marchés internationaux tandis que les pays consommateurs transforment les cafés verts importés en produits finis pour la consommation finale ou pour les réexportations. La chaîne est donc verticalement organisée, avec la production dans les pays exportateurs, la torréfaction, la commercialisation et la consommation dans les pays importateurs. Or, durant les deux dernières années, le prix du café vert a suivi une forte tendance à la baisse alors que celui de la tasse de café augmente régulièrement. Conséquence : le niveau actuel des prix du marché ne permet pas aux caféiculteurs de la plupart des pays producteurs de couvrir leurs coûts de production. Ces pays sont ainsi menacés, leur viabilité économique est compromise.

Même si la consommation des pays exportateurs est en nette progression sur les dix dernières années, en passant de 39,1 millions de sacs en 2008-2009 à 50,3 millions en 2018-2019 ; essentiellement par le fait du Brésil qui est le plus gros consommateur parmi les pays exportateurs. En Afrique, elle est négligeable et est estimée à 5,3 millions de sacs en 2018-2019 dont 3,7 millions de sacs par l'Éthiopie, le seul gros consommateur africain avec environ 51% de la production nationale. Au Togo, la consommation locale du café est très marginale (2%) pour une production nationale qui a atteint 18.000 tonnes en 2017. Entre-temps, la part du café africain dans les exportations a aussi baissé.

Il faut donc des mesures appropriées pour contrer cet impact négatif des faibles niveaux des prix et résoudre la mauvaise conjoncture que



Vue de la table officielle lors du lancement du projet

vivent directement les petits exploitants estimés à environ 12 millions de ménages en Afrique. Le 20 septembre 2018 à Londres, le Conseil international du café approuve la Résolution 465 qui encourage les membres exportateurs à adopter des programmes visant à accroître encore leur niveau de consommation intérieure. Peu avant, au cours des dernières assemblées annuelles de l'Organisation interafricaine du café (OIAC) tenues à Yaoundé en décembre 2016 et à Grand-Bassam en février 2018, les pays membres ont vivement recommandé la mise en place d'une stratégie de promotion de la consommation locale. Dans cette dynamique, l'OIAC a soumis, au nom des 25 pays membres, le projet de promotion de la consommation intérieure en Afrique, comme support de l'industrie du café et une solution pratique au soutien des prix payés aux caféiculteurs. Et le projet, lancé à Lomé, «doit être considéré comme un élément déclencheur des politiques nationales en vue d'intégrer la dimension de la transformation et la consommation intérieure dans leurs plans de développement», précise M. Seudieu.

Au niveau du Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC, structure locale créée en juin 1996), on se dit convaincu que le Togo, bien que petit producteur de café, va tirer tout le profit inhérent à ce projet «pour promouvoir sa stratégie de promotion de la transformation de son café, en commençant par l'organisation des fora régionaux qui offriront l'occasion aux populations togolaises de déguster et de découvrir la qualité du café d'origine de leur terroir», selon Enselme Gouthon, secrétaire général du CCFCC et président de l'ACRAM. Il se souvient que, au Togo, «le café est l'une des principales activités qui a occupé, par le passé, avec le cacao, près de 40.000 ménages de la région des Plateaux et d'une partie de la région Centrale notamment la préfecture de Blitta». Aujourd'hui, déclare-t-il, «la transformation et la consommation du café localement ont un impact positif non seulement sur la santé des populations mais elles apportent aussi de la valeur ajoutée aux acteurs de la chaîne de valeur de café, plus particulièrement aux producteurs».

À l'atelier de Lomé, il s'agit pour les onze (11) pays francophones (Bé-

nin, Burundi, Cameroun, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar et Togo), membres de l'OIAC, d'assurer aux acteurs une compréhension commune des différents contours du projet qui couvre la période de mai 2019 à avril 2020 ; définir les responsabilités entre les parties prenantes du projet afin d'en faciliter sa mise en œuvre ; clarifier les modalités de financement du projet y compris les contributions des pays membres de l'OIAC ; et programmer les fora nationaux et les ateliers de formation ainsi que les modalités de leur conduite. En plus, des expériences de la consommation intérieure des différents pays seront présentées.

Le gouvernement togolais se réjouit que le pays, agricole par excellence, restera le fer de lance d'un «projet très révélateur» de l'industrie caféière en Afrique. Il se retrouve dans cette vision de l'OIC de promouvoir la consommation locale. Avec l'axe 2 du PND 2018-2022 qui «vise le développement industriel dans des secteurs créateurs de valeurs ajoutées et significativement tournées vers l'exportation notamment à travers l'agrobusiness, les manufactures et surtout la satisfaction de la demande interne», selon la précision de Kodzo Adédzé, ministre du commerce, de l'industrie, du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale, qui délivrait le message du Premier ministre togolais. Et d'ajouter que, à juste titre, «le secteur du café offre un grand potentiel pour catalyser le développement du secteur privé, créer des emplois et générer des revenus pour les planteurs, les transformateurs, les coopératives, les gouvernements». D'où la promesse d'apporter tout le soutien et l'appui à la réalisation des activités du projet «Promotion de la consommation intérieure du café en Afrique» qui «devra permettre, à terme, de tirer la production du café vers le haut». Et ce, à la suite de l'appui budgétaire de près de 600 millions de francs Cfa et l'autre appui de près de 3 milliards de francs Cfa à travers le projet PASA.

A rappeler que, au Togo, la volonté politique de continuer à faire du secteur caféier un outil important de développement économique et local, en misant sur le programme de trans-

(suite à la page 7)

FOOTBALL/ CAN 2019

Légère baisse du prix des billets

En annonçant le prix des billets pour les matchs de la CAN 2019 (21 juin-19 juillet), la Fédération égyptienne (EFA) avait suscité la grogne du peuple égyptien, qui se plaignait de tarifs trop élevés alors que le pouvoir d'achat est en baisse, rapporte le site afrik-foot.com

Hervé A.

Sommée par le gouvernement de revoir les prix à la baisse pour les matchs du pays-hôte, l'EFA s'est contentée du service minimum en réduisant le prix d'un seul type de billet, ceux de la catégorie la moins chère.

"Le comité (...) a décidé de réduire le prix des billets de troisième classe pour les matchs de l'Égypte dans la première phase de la compétition de 200 à 150 livres (environ 10 à 8 euros)", a annoncé le comité d'organisation égyptien ce mercredi sur Twitter, pour "alléger le fardeau sur les supporters égyptiens et renforcer leur présence dans les tribunes en encourageant leur équipe et de profiter du tournoi organisé dans leur pays".

En revanche, le prix des autres



catégories de places n'est pas concerné, de même que les matchs qui ne concernent pas la sélection égyptienne. Le prix des billets pour la CAN 2019 : Pour les matchs de la sélection égyptienne : 150 EGP

(8•) pour la catégorie 3, 400 EGP (20•) pour la catégorie 2, 600 EGP (31•) pour la catégorie 1, 500 EGP pour la catégorie 1 haute (26•), et 2500 EGP (130•) pour la loge présidentielle.

Pour les matchs ne concernant pas la sélection égyptienne : 100 EGP (5•) pour la catégorie 3, 300 EGP (15•) pour la catégorie 2, 500 EGP (26•) pour la catégorie 1.

CIO

Les femmes et les jeunes gagnent des places

Le CIO a dévoilé, mercredi 15 mai, la composition de ses nombreuses commissions pour l'année 2019. Elles sont au nombre de 27.

Leurs effectifs respectifs s'avèrent très disparates, surtout en nombre. La plus confidentielle, consacrée aux finances, compte seulement quatre membres. A croire que le sujet reste trop hermétique pour être partagé. Pour certaines autres, ils seront près

d'une quarantaine à se disputer les chaises dans la salle de réunion.

Les généralités, d'abord. Thomas Bach tient ses promesses, gravées dans le marbre au sommaire de l'Agenda 2020 : la promotion 2019 se révèle la plus féminine et la plus jeune de l'histoire.

Le CIO a fait ses comptes : 45,4% des postes au sein des 27 commissions sont occupés par

des femmes. Un record. Leur présence a plus que doublé depuis 2013. La parité n'est pas loin. Encore un effort.

En prime, trois nouvelles dirigeantes ont été choisies par le CIO pour présider une commission. "Nous sommes très fiers d'avoir atteint une si forte participation des femmes et des jeunes en très peu de temps", se félicite Thomas Bach. L'Allemand y est pour beaucoup.

Autre tendance : le rajeunissement. Là aussi, les faits s'accordent aux textes. Sous l'impulsion de son président, l'institution olympique a fait de la place aux jeunes "Change-Makers", un réseau de 280 futurs décideurs du mouvement olympique, mis sur pied à l'occasion des premiers Jeux de la Jeunesse, organisés en 2010 à Singapour. Ils étaient seulement 7 l'an passé dans les commissions du CIO. Ils sont désormais 16.

AMA

Witold Banka, un sprinteur pour briguer la présidence

Après le Canadien Dick Pound, l'Australien John Fahey et l'Écossais Craig Reedie, un quatrième homme s'installera bientôt sur le siège de président de l'Agence mondiale antidopage. Il est polonais. Et son âge pourrait en faire le fils de l'un ou l'autre de ses trois prédécesseurs.

Witold Banka, 34 ans, le candidat de l'Europe, a été choisi mardi 14 mai à Montréal par les représentants des gouvernements pour présider l'AMA à partir de l'an prochain. Il a été préféré au Dominicain Marcos Diaz, son aîné de 10 ans, le candidat du continent américain.

Le Polonais, actuel ministre des Sports et du Tourisme dans son pays, devra attendre le 7 novembre prochain pour pouvoir se présenter à ses interlocuteurs comme le président de l'Agence mondiale antidopage. Sa nomination doit être entérinée par le con-



seil de fondation de l'instance internationale. Une formalité, rien de plus. Heureux hasard : le conseil de fondation se tiendra à Katowice, dans le cadre de la Conférence mondiale sur le dopage dans le sport. A domicile, donc, pour le nouvel homme fort de la

lutte antidopage.

Witold Banka n'a pas attendu de recevoir les clefs de son futur bureau pour exprimer ses impressions de vainqueur. "C'est l'un des moments les plus importants de ma carrière, a-t-il confié au terme du vote, cité par l'AFP.

Je ferai tout mon possible pour ne pas perdre la confiance des représentants publics et de toutes les parties prenantes. Je veux maintenir l'unité de l'AMA et en améliorer le fonctionnement."

Juninho va revenir à l'OL !

Le président Jean-Michel Aulas espérait convaincre Juninho de revenir à l'OL en 2015 déjà, mais avait échoué. Moins de 4 ans plus tard, le mythique milieu brésilien va bel et bien occuper un rôle au sein du club rhodanien.

C'est une grande victoire pour Jean-Michel Aulas. Selon les informations du quotidien L'Equipe, le président lyonnais a enfin convaincu Juninho d'occuper un poste à l'Olympique Lyonnais. L'ancien joueur brésilien du club rhodanien devrait devenir le prochain directeur sportif, ou manager général, pour la saison à venir. L'intitulé exact du poste n'aurait pas encore été défini, mais une chose est sûre, Juninho s'est déjà mis au travail depuis Los Angeles, où il habite actuellement avec sa famille.

Joueur emblématique des grandes années lyonnaises, Juninho a plusieurs fois été annoncé sur le retour. Son nom servait d'ailleurs souvent à calmer les supporters lyonnais lorsque la contestation montait. Mais cette fois-ci, c'est la bonne pour Juni, qui a évolué durant 8 ans (2001-2009) sous le maillot lyonnais. N'ayant jamais été tenté par le poste d'entraîneur, le Brésilien aujourd'hui âgé de 44 ans se dirige donc vers celui de directeur sportif, une dénomination qui avait disparu de l'organigramme lyonnais ces dernières années.

Bartomeu soutient Valverde

Josep Maria Bartomeu s'est exprimé sur le futur d'Ernesto Valverde au FC Barcelone. Le cacique 'blaugrana' a rompu une lance pour son entraîneur, le défendant publiquement après la défaite à Anfield.

"La planification de la saison prochaine est en marche, depuis longtemps. Il y a déjà des joueurs qui ont été recrutés et nous parlerons plus après la finale. Valverde l'a dit l'autre jour, il a le soutien du président et du comité", a affirmé le président du FC Barcelone lors de la présentation de la réédition du livre 'Kubala'.

"C'est l'entraîneur que nous voulons. C'est un projet à moyen et long terme. Il est sous contrat et nous sommes très contents de lui. Aujourd'hui, il s'agit de faire en sorte que les joueurs récupèrent du coup au moral", a-t-il ajouté.

Par ailleurs le dirigeant 'culé' a tenu à démentir le fait que la finale de Coupe du Roi soit déterminante pour le futur du technicien espagnol : "L'objectif principal est la Liga et ensuite nous voulons la Copa et la Ligue des champions. Cela a été une saison magnifique, nous avons gagné avec des journées d'avance. Nous en voulons plus. Aujourd'hui, la finale de Copa arrive et nous sortons d'une défaite douloureuse".

"À présent, il faut récupérer de l'entrain, l'enthousiasme, l'envie de batailler et il nous reste encore une semaine pour que l'équipe s'entraîne. Les regards sont tournés vers la finale de Copa, contre un Valence qui fait une bonne saison et j'espère que la finale sera compétitive. Je vois l'évolution de nos joueurs et nous voulons nous reprendre après cette élimination", a-t-il ajouté.

Le PSG dépenserait 330 millions

Personne ne s'est officiellement prononcé sur la prochaine destination d'Antoine Griezmann. Ni le Français, ni Cerezo, ni l'Atlético ni les dirigeants des clubs susceptibles de l'accueillir. Mais le Real Madrid a sa préférence.

Bon nombre de rumeurs indiquent que le Barça est le grand favori. Mais d'autres grands d'Europe font la queue. L'on retrouve le PSG parmi ces derniers. Selon 'AS', les Français présenteraient l'espoir 'merengue' pour une venue de Neymar.

Après un nouvel échec en Ligue des champions et deux Coupes perdues, le club parisien scrute le marché. Selon 'Le Parisien', Al-Khelaifi préparerait 210 millions pour s'emparer de trois joueurs du Real.

Toni Kroos, Gareth Bale et Isco sont trois des noms associés à une possible 'opération départ' des 'Merengues'. Le cas échéant, avec qui plus est une arrivée de Griezmann au Parc des Princes, le PSG aurait besoin d'équilibrer les comptes Cette quadruple opération ferait dépenser 330 millions au club parisien. Et, selon 'AS', c'est ce montant qui serait demandé à Madrid pour Neymar.

Sur les principaux marchés de la capitale

Stabilité des prix en avril, équilibré notamment par Piment vert, Citrons et Appels internationaux

Jean AFOLABI

Après avoir enregistré une baisse de 0,1% le mois précédent, le niveau général des prix à la consommation s'est quasiment stabilisé en avril 2019. D'après l'Institut national de la Statistique et des études économiques (Inseed), cette quasi-stabilité est l'effet conjugué, d'une part de la hausse des prix des fonctions de consommation «Produits alimentaires et bois-

des fonctions de consommation «Communication» (-4,6%); «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» (-0,8%).

Pour la fonction de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées», sa hausse est soutenue par les postes : «Tubercules et plantain» (+10,5%); «Sel, épices, sauces et produits alimentaires non déclarés ailleurs» (+7,2%); «Agrumes» (+10,0%); «Poissons et autres produits séchés ou fumés» (+1,3%)

La hausse observée au niveau des fonctions de consommation «Restaurants et Hôtels» et «Transports» est due respectivement aux postes «Restaurants, cafés et établissements similaires» (+0,6%) et «Carburants et lubrifiants» (+1,5%). Quant à la fonction de consommation «Articles d'habillement et chaussures», l'Institut national de la Statistique estime que sa hausse est déterminée par les postes «Vêtements de dessus hommes» (+0,8%); «Chaussures femmes» (+1,2%) et «Vêtements de dessus femmes» (+1,2%).

S'agissant des fonctions de consommation «Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants»; «Biens et services divers», leur hausse est portée respectivement par les postes «Vin et boissons fermentées» (+8,1%); «Tabac et stupéfiants» (+1,9%) et «Appareils et articles pour soins corporels» (+15,5%). Les postes qui ont contribué à la baisse des fonctions de consommation «Communication» et «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» sont respectivement, entre autres «Communication téléphonique» (-4,9%) avec différents bonus de 200% enregistrés au cours du mois d'avril 2019 sur les différentes recharges de Togocel; «Produits pour l'entretien et réparation

courante» (-2,3%); «Combustibles solides et autres» (-2,7%) et «Loyers effectifs des locataires et sous-locataires» (-0,4%).

Les produits en hausse de prix

Parmi les produits qui ont enregistré une hausse, l'Inseed cite : «Banane plantain mûre» (+18,7%); «Igne» (+10,4%); «Agbéli (Manioc frais)» (+8,7%); «Pommes de terre» (+7,6%); «Gboyébessé (Piment vert)» (+33,1%); «Piment rouge sec en poudre» (+11,8%); «Piment rouge frais» (+10,4%); «Gingembre frais» (+9,6%); «Piment rouge sec» (+3,2%); «Ail frais» (+1,7%); «Citrons» (+33,1%); «Doèvi (Anchois frit)» (+11,0%); «Doèvi (Anchois) séché» (+5,1%); «Doèvi (Anchois) fumé» (+4,0%); «Saloumon fumé» (+2,9%); «Lanhoinhoi (Poisson salé fermenté)» (+1,9%); «Carpe frite à l'huile rouge» (+1,1%); «Gari (Farine de manioc)» (+0,2%); «Chips» (+15,6%); «Agbélina (Manioc râpé)» (+13,0%); «Tapioca petit grain» (+3,4%); «Pain en baguette» (+4,9%); «Pain artisanal sucré» (+2,2%); «Pain artisanal salé» (+1,8%); «Bananes douces» (+12,0%); «Avocat» (+3,5%); «Viande fraîche de chèvre au kg» (+1,4%); «Viande fraîche de mouton au kg» (+1,3%); «Tripes et abats de bœuf» (+1,0%); «Viande fraîche de



chèvre au kg» (+1,4%); «Tchoukoutou local artisanal» (+14,5%); «Cola fraîche» (+5,1%); «Liha sucré» (+20,6%); «Jus de citron» (+2,4%); «Ablo» (+11,9%); «Plat de kom + poisson frit» (+5,2%); «Ayimolou (Plat de riz-haricot)» (+1,7%); «Gas-oil ordinaire dans les stations-services administrés» (+18%); «Essence «SUPER» dans les stations-services administrés» (+1,6%); «Essence super de rue» (+1,1%); «Mélange 2 temps» (+1,4%); «Essence mélange de rue» (+2,3%); «Complet Batakali avec broderie» (+1,6%); «Boubou pour dame/tenu locale» (+1,2%) et «Cure dents» (+28,1%).

Les produits en baisse de prix

S'agissant des produits ayant enregistré une baisse, l'on pointe officiellement : «Appel Zone 2 (Togocel vers Ghana)» (-22,4%); «Appel Zone 1 (Togocel vers Bénin)» (-

22,5%); «Appel Zone 3 (Togocel vers France)» (-22,2%); «Appel Operateur 2» (-8,8%); «Appel Operateur 1» (-23,3%); «Appel Heure normale Togocel» (-23,3%); «Appel Heure creuse Togocel» (-23,8%); «Tuile» (-0,3%); «Peinture à eau» (-1,0%); «Chaux vive» (-1,2%); «Tôle ondulée» (-4,0%); «Bois de chauffe» (-0,7%); «Charbon de bois» (-2,9%) et «Loyer brut mensuel d'une maison en dur avec toilettes internes (Ch + Salon)» (-12,0%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a connu une baisse de 0,2% au niveau national. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors produits frais) s'est repliée de 0,3. Le niveau des prix des produits frais a enregistré une hausse de 0,4%. Au regard de la pro-

(suite à la page 7)



sons non alcoolisées» (+0,3%); «Restaurants et Hôtels» (+0,6%); «Transports» (+0,6%); «Articles d'habillement et chaussures» (+0,3%); «Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants» (+1,7%); «Biens et services divers» (+0,3%) et, d'autre part, de la baisse des prix

; «Autres produits à base de tubercules et de plantain» (+3,8%); «Pains» (+2,8%); «Autres fruits frais» (+2,3%); «Mouton-chèvre» (+1,3%); «Bœuf» (+0,5%); «Boissons non alcoolisées artisanales» (+3,9%) et «Farines, semoules et graux» (+1,6%).

GAGNE JUSQU'À 10 000 000 FCFA AU TIRAGE!

LA TRANCHE COMMUNE ENTENTE 2019

ÇA SE PASSE AU TOGO!

*Achète à 200 FCFA tes tickets de la TCE 2019, gratte et gagne des tickets gratuits ou des lots en espèces allant de 200 FCFA à 500.000 FCFA !

*Garde tes tickets non gagnants pour le tirage des lots intermédiaires pour remporter jusqu'à 100.000 FCFA !

*Découvre trois fois « », et gagne un séjour dans un hôtel de luxe de la place et ta participation au grand tirage régional!

2470, Avenue de la chance Tél:(00228) 22 53 57 00 / 22 35 57 02 Fax :(00228) 22 51 35 08
 BP :895 Lomé – TOGO E-mail : lonato@lonato.tg / site web. www.wwww.lonato.tg

Sur les principaux marchés de la capitale Stabilité des prix en avril, équilibré notamment par Piment vert, Citrons et Appels internationaux

(suite de la page 6)

nance, les chiffres statistiques notent une baisse de 0,1% des prix des produits locaux. Du point de vue de la classification sectorielle, cette évolution est due à la baisse des prix des produits des secteurs primaire (-0,3%) et tertiaire (-1,1%), alors que les prix du secteur secondaire (+0,3%) ont connu une augmentation. Pour ce qui est de la durabilité, la baisse observée provient essentiellement de celle des prix des produits des services (-1,1%) et des produits durables (-0,8%).

En évolution trimestrielle

Le niveau des prix du mois d'avril 2019, comparé à celui du mois de janvier 2019 (évolution trimestrielle) a connu une baisse de 0,6% essentiellement sous l'effet de la régression des prix des produits de la fonction de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (-1,0%); «Communication» (-5,6%); «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» (-1,4%); «Tabac et stupéfiants» (-0,8%) et «Loisirs et culture» (-0,1%). En ce qui concerne les nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, cette baisse est mise à l'actif des

prix Hors Energie et Produits frais (-0,8%) et des prix des produits de l'Energie (-0,2%). Au regard de la provenance, cette variation trimestrielle s'explique essentiellement par la baisse des prix des produits locaux (-0,8%). Quant à la durabilité, la baisse est marquée respectivement par les prix des produits non durables (-0,5%), des services (-1,5%) et des prix des produits durables (-0,2%). Pour ce qui est des secteurs de production, l'Institut nationale de la Statistique note que les prix des produits des secteurs tertiaire (-1,5%), secondaire (-0,3%) et primaire (-0,8%) ont enregistré une baisse.

En glissement annuel

Par rapport à avril 2018 (glissement annuel), le niveau général des prix a connu une régression de 0,3% due principalement aux fonctions de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (-2,1%); «Communication» (-4,9%); «Articles d'habillement et chaussures» (-0,7%); «Loisirs et culture» (-0,8%); «Restaurants et Hôtels» (-0,1%). A l'opposé, les prix des fonctions de consommation «Transports» (+5,2%); «Santé» (+2,7%); Loge-

ment, eau, gaz, électricité et autres combustibles» (+0,7%); «Enseignement» (+3,2%); «Biens et services divers» (+0,5%) et «Tabac et stupéfiants» (+2,3%) ont progressé. Quant aux nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits cette baisse est déterminée par les produits frais (-2,0%). Au regard de la provenance, cette évolution annuelle s'explique par la baisse des prix des produits locaux (-0,5%). Quant à la durabilité, ce sont les prix des produits non durables (-0,4%) et semi durables (-0,6%) qui ont influencé la baisse du niveau général des prix au niveau national. Pour ce qui est des secteurs de production, la régression du niveau général découle du repli des prix des produits des secteurs primaire (-4,6%) pendant que les prix du secteur secondaire ont enregistré une hausse de 0,8%.

Le taux d'inflation, calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois au niveau national, s'est établi à 1,3% contre 1,4% en mars 2019. En décembre 2016, ce taux d'inflation calculé à partir des indices base 2008 était de 0,3% dans la zone UEMOA.

Première revue 2019 du portefeuille de la BAD au Togo Mettre en lumière les forces et faiblesses des projets pour un nécessaire réajustement

La BAD au Togo : 15 projets en cours ; 244 milliards ; un taux de décaissement de 59%.

Jean AFOLABI

En matière d'exécution des projets financés par la Banque africaine de développement (Bad), l'autorité publique compte aller au-delà d'une récente mission d'audit de la Banque qui a conclu à une bonne performance des projets audités. Aussi, hier jeudi, un atelier de revue du portefeuille de la Bad au Togo a-t-il réuni à Lomé coordonnateurs et unités de gestion, dans le but de faire le suivi de la mise en œuvre des projets financés ; ce qui devait permettre de mettre en exergue les forces et faiblesses afin de proposer des approches de solutions pour une amélioration de la performance, et partant de qualité du portefeuille.

L'accompagnement de la Banque africaine de développement, a rappelé le ministre Sani Yaya de l'Economie et des finances à l'ouverture de l'atelier, «porte notamment sur le renforcement du cadre institutionnel et le développement économique à travers les secteurs de la gouvernance, du social, du secteur agricole, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, de la protection de l'environnement et des transports». Dans le domaine de la gouvernance, les résultats du diagnostic des finances publiques, effectué en 2016, à travers différents outils, sont utilisés pour actualiser le plan d'action des réformes dites de 3^{ème} génération. Ces réformes, a précisé le ministre Yaya, sont en cours et prennent en compte les recommandations formulées. En matière de développement économique, l'appui de la Banque est matérialisé par le financement des agropoles qui visent la transformation agro-alimentaire ainsi que les projets de réhabilitation des routes et de protection côtière avec pour objectif l'amélioration de l'intégration régionale et la résilience climatique des infrastructures et des populations en zone côtière.

Dans le secteur de l'énergie, ajoute le ministre de l'Economie et des finances, la Banque a consenti de soutenir l'ambition du gouvernement de parvenir à l'objectif d'un taux d'électrification de 40% à l'horizon 2022 avec une couverture de 300.000 ménages ayant accès à l'électricité. Au niveau du secteur de l'environnement, l'émergence de la problématique du développement durable nécessite la disponibilité de



Une vue de la table d'honneur lors de la rencontre

données fiables, harmonisées et à jour qui permettent de prendre des décisions qui influencent positivement les changements de l'environnement. Ainsi, le Projet d'amélioration du système d'information environnementale du Togo (PASJET), soutenu par la Banque, permettra de produire des données statistiques fiables dans un domaine aussi complexe que le changement climatique, a souligné l'officiel togolais. Dans le secteur social, quatre grands projets sont en cours d'exécution avec l'appui de la BAD. Ils couvrent les domaines de l'employabilité et l'insertion des jeunes, l'inclusion financière des femmes vulnérables, l'intégration de la formation et la reconstruction des marchés. Autant d'interventions du Groupe de la Bad qui cadrent parfaitement avec l'orientation stratégique du gouvernement à travers le Plan national de développement (PND 2018-2022) adopté le 03 août 2018 et lancé officiellement le 04 mars dernier.

A la date du 14 mai 2019, renseigne le Bureau national de la Banque africaine de développement au Togo, le portefeuille actif (projets nationaux et multinationaux confondus) comprend quinze (15) opérations d'un montant total d'engagements nets de 304,82 millions d'Unités de Compte (UC), soit environ 244 milliards de francs Cfa. Avec un âge moyen de 3,6 années, et un taux de décaissement cumulé de 59%. Un taux de décaissement estimé par la Banque «appréciable par rapport à l'âge moyen du portefeuille». Mais ce jour, les principaux défis du portefeuille, affirme la Banque, demeurent : i) la faiblesse des capacités de certaines structures et la lenteur dans le traitement des dossiers ; ii) la faiblesse dans le suivi rapproché des projets ; iii) la question de l'efficacité dans la gestion des marchés publics (aussi bien sur le plan administratif que sur le plan de la gestion de l'exécution

des contrats par les entreprises adjudicatrices). Une situation qui influe sur les taux de décaissements des projets, les capacités d'absorption du pays et l'appréciation sur la gouvernance avec comme résultat final une baisse dans l'allocation des ressources en faveur du Togo.

Justement, en termes de projets nécessitant un suivi très rapproché, la Banque pointe, notamment ; le Projet de développement des agropoles dont la date prévue pour son achèvement était septembre 2018. Il en est encore à 84,4% de taux de décaissement ; le Projet d'appui à l'inclusion financière des femmes vulnérables (PAIFV), à 44,5% de décaissement pour un achèvement prévu à juin prochain ; le Projet d'appui à la reconstruction des marchés et aux commerçants de Kara et de Lomé, à 57,0% pour une fin attendue en novembre prochain ; le Projet d'appui à l'employabilité et l'insertion des jeunes (17,8%) à achever en décembre 2020.

Et le ministre Sani Yaya d'insister à l'endroit des coordonnateurs de projets et des unités de gestion : «Il me plaît d'indiquer que la qualité du portefeuille est un élément important dans la détermination du montant des ressources à allouer à chaque pays au niveau de la Banque. En ces périodes de rareté de ressources et de concurrence entre les pays dans la mobilisation des ressources à moindre coût, je sais compter sur chaque coordonnateur et toute son équipe pour l'atteinte des objectifs assignés, afin de nous permettre de disposer de ressources plus importantes. A cet égard, je voudrais rappeler que dans le cadre de la mise en œuvre du budget programme, la performance des projets et programmes est l'un des principaux critères d'évaluation des unités de gestion des projets ainsi que des coordonnateurs de ces structures».

Réunion des 11 pays africains francophones, membres de l'OIAC, à Lomé Promouvoir la consommation intérieure du café au bénéfice des producteurs

(suite de la page 4)

Dzoghégan, Café de Kouma, avec l'appui du Comité de coordination pour les filières café et cacao. Ces efforts ont permis au café du Togo, très apprécié sur le plan international, d'obtenir des prix de meilleure

qualité décernés par l'Agence pour la valorisation des produits agricoles (AVPA) successivement en 2016, 2017 et 2018. A travers la jeune coopérative Choco Togo.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1477 DE LOTO BENZ DU 08 Mai 2019

Ce mercredi 15 Mai 2019, nous prenons part au tirage de LOTO BENZ qui porte le N°1478

Lors du précédent tirage de LOTO BENZ, ce sont essentiellement des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à un million de francs qui ont été enregistrés par la LONATO.

Toutefois, la ville de LOME s'est démarquée lors du précédent tirage de LOTO BENZ par deux lots de 1.000.000F CFA, qui ont été remportés sur les points de vente 50135 et 70131.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

La Tranche Commune Entente 2019, ça se passe au Togo !

Grattez vos tickets de la TCE 2019 et si vous découvrez trois fois le symbole «avion», vous remportez immédiatement un séjour d'une semaine, dans un hôtel de luxe de la place et votre participation au grand tirage régional du 26 juillet 2019, où vous pouvez gagner jusqu'à 10.000.000F CFA!

Grattez, si vous trouvez trois fois un montant, vous empochez une fois ce montant! Vous pouvez gagner de 200F CFA à 500.000F CFA

Conservez vos tickets non gagnants au grattage, car ils participent au tirage des lots intermédiaires permettant de gagner jusqu'à 100.000F CFA

La Tranche Commune Entente 2019, c'est chez nous !

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros.
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1478 de LOTO BENZ du 15 Mai 2019

Numéro de base

50 82 40 23 37

Le Très Haut Débit
continue son parcours !



est désormais présente à

BASSAR

&

KABOU

Le N°1 de l'internet mobile au Togo

TOGO CELLULAIRE FILIALE DU GROUPE TOGOCOM



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015